

Les Gilets jaunes expriment aussi une crise de la valeur travail

Category: Actualité politique

écrit par jmfouquer | 29 novembre 2018

Il ne s'agit ici que d'une réflexion à peine entamée. Mais il se pourrait que le mouvement social des Gilets jaunes soit la manifestation d'un refus non exprimé comme tel (ou alors par bribes) de l'étatisation néo-libérale de la question sociale.

C'est l'interview dans Le Monde (23 novembre) de l'économiste Michel Bouvier qui me fait penser à cela. Son propos n'est pas exactement celui-là mais la description qu'il fait du rapport à l'impôt (enquête du Monde sur la perception de l'impôt) peut y conduire. Il explique en effet qu'il y a deux conceptions de l'impôt : la conception républicaine du financement de « l'intérêt général » (ajoutons : selon une progressivité en fonction des moyens) ; et une conception de paiement d'un service rendu dans une logique d' « usager-client ». Dans cette conception, le secteur public devient « une entreprise » qui doit rendre des comptes aux clients: je paye, mais je reçois quoi ? Si la marchandise « bien public » n'est pas de bonne qualité, pourquoi payer ? Il faut ici comprendre le « bien public » non pas au sens historique de « service public », mais au sens de l'efficacité d'ensemble des politiques publiques, y compris celles qui prétendent avec les moyens étatiques (et donc des impôts) arrêter le chômage, défendre l'écologie, donner un avenir, une retraite, etc.

Or depuis des années, mais avec une accélération très forte ces derniers mois, nous assistons à une étatisation libérale du social : les cotisations sont remplacées par la CSG, la CSG augmente (et tout le monde ou presque la paye), la Sécurité sociale n'est plus un imaginaire lié au travail social général mais une annexe de l'Etat, et on induit l'idée que les «

prélèvements » sociaux (en fait les cotisations) doivent maintenant être remplacés par une fiscalité écologique pour inciter à consommer ou produire autrement. Cela serait peut-être juste pour les entreprises- à condition que cela soit bien fait- mais un leurre si on rapporte cela aux individus sur le marché, notamment pour ceux et celles qui n'ont aucune prise sur les choix, comme en témoignent les gilets jaunes tous les jours.

Dans le cri des Gilets jaunes, il y aurait aussi un sens caché. Lorsqu'ils ou elles disent : « je travaille dur, je paye beaucoup, mais je ne reçois rien, donc on nous vole », ils ou elles expriment le fait que le travail est devenu une pure marchandise. On entend d'ailleurs pas mal d'artisans ou auto-entrepreneurs (qu'il faut soutenir comme tel- autre chose est leur préférence politique nationale). La cotisation comme part socialisée de la valeur du travail, et dont on peut contrôler le résultat, a presque disparu des imaginaires collectifs. Il ne reste plus que l'Etat voleur, qui en plus n'a pas de résultat et méprise tout le monde.

Tout cela mériterait un approfondissement. Mais il me semble qu'il y a là une réalité tangible : l'Etat veut tout contrôler (très mal car c'est impossible), mais la société se délite. Il faut donc se réapproprier le travail à la fois comme action concrète (création-métier) et comme valeur économique qu'il faut aussi se réapproprier collectivement (et pas en donner le contrôle à l'Etat).

Jean-Claude Mamet